



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/068 du 14 mai 2025  
portant mise en demeure à l'encontre de la société ARMABESSAIRE et Compagnie  
pour son site sis 9-12 rue Jean Cocteau à Pontault-Combault (77340)**

**VU** le Code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement », et ses articles L. 171-6 ; L. 171-8 ; L. 511-1 ; L. 514-5 ;

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du Président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

**VU** l'arrêté interministériel du 8 juillet 2022 portant nomination d'une directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Île-de-France ;

**VU** l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 24/BC/049 du 9 août 2024 du Préfet de Seine-et-Marne donnant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts,

directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 10 DCSE IC 241 du 23 novembre 2010 autorisant la société ARMABESSAIRE et Compagnie à étendre ses activités de stockage et récupération de ferrailles, de broyage et de concassage de produits minéraux, de fonderie de métaux et alliages et de transit de déchets industriels à PONTAULT-COMBAULT (77340) 9-12 rue Jean Cocteau ;

**VU** le rapport E/25-0583 en date du 19 février 2025 de la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Île-de-France, consécutif aux constats réalisés le 05 février 2025 par l'inspection des installations classées à l'occasion de la visite d'inspection des installations exploitées par la société ARMABESSAIRE et Compagnie au sein de son établissement situé 9-12 rue Jean Cocteau 77340 Pontault-Combault ;

**VU** le courrier préfectoral E/25-0584 du 10 mars 2025 la société ARMABESSAIRE et Compagnie des décisions susceptibles d'être prises à son encontre et l'invitant à formuler des observations ;

**VU** les observations de la société ARMABESSAIRE et Compagnie transmises par courriel du 14 mai 2025 attestant de la réparation et de la remise en eau de la réserve incendie au 12 rue Jean Cocteau ;

**CONSIDERANT** les constats suivants réalisés par l'inspection des installations classées le 05 février 2025 :

- exploitation non conforme vis à vis de l'organisation des stockages,
- la hauteur de stockage de déchets de métaux supérieure à 6 mètres,
- une partie de la clôture périphérique du 12 rue Jean Cocteau mitoyenne est en bois et non en plaques de béton,
- l'absence de la surveillance annuelle des rejets atmosphériques du four et du justificatif de l'efficacité des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement des fumées du four ;

**CONSIDERANT** par conséquent l'inobservation par la société ARMABESSAIRE et Compagnie des dispositions réglementaires prévues à l'article 13 > IV de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé et aux articles 1.3, 7.2.1, 9.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 10 DCSE IC 241 du 23 novembre 2010 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que les installations précitées peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et peuvent être à l'origine d'un incident ou d'un accident ;

**CONSIDERANT** qu'il convient, en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société ARMABESSAIRE et Compagnie de satisfaire aux prescriptions de l'article 13 > IV de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé et aux articles 1.3, 7.2.1, 9.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 10 DCSE IC 241 du 23 novembre 2010 susvisé ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne,

## ARRÊTE

### Article premier:

La société ARMABESSAIRE et Compagnie (SIREN : 785950262), dont le siège social est situé au 12 rue Jean Cocteau à Pontault-Combault (77340), est **mise en demeure** de respecter sous un délai de trois mois, pour des installations qu'elle exploite 9-12 rue Jean Cocteau 77340 Pontault-Combault, les prescriptions de l'article 13 > IV de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2713 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, qui impose que la hauteur des déchets entreposés n'excède pas six mètres.

### Article 2 :

La société ARMABESSAIRE et Compagnie (SIREN : 785950262), dont le siège social est situé rue Jean Cocteau à Pontault-Combault (77340), est **mise en demeure** de respecter sous un délai de trois mois, pour les installations qu'elle exploite 9-12 rue Jean Cocteau 77340 Pontault-Combault, les dispositions visées aux articles suivants de l'arrêté préfectoral n° 10 DCSE IC 241 du 23 novembre 2010 susvisé :

- article 1.3 qui impose que installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En particulier, l'exploitant respecte l'organisation des stockages conformément au plan de circulation et des stockages de mai 2018,
- article 7.2.1 qui impose que l'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture du 12 rue Jean Cocteau est constituée d'une clôture extérieure en plaques de béton et d'une clôture intérieure en bardage métallique et plaques béton, d'une hauteur de 2,5 mètres,
- article 9.2.1 qui impose la surveillance des rejets dans l'air portant sur :
  - le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel ; l'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;
  - les valeurs limites d'émissions : en particulier pour le four de fusion d'aluminium, une mesure du débit rejeté et de la concentration dans les effluents atmosphériques des polluants visés à l'article 3.2.4 du présent arrêté est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement du four de fusion.

### Article 3 : Délais

Les délais définis aux articles 1 et 2 du présent arrêté prennent effet à compter de la date de notification du présent arrêté à la société ARMABESSAIRE et Compagnie.

#### **Article 4 : Sanctions**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'Environnement.

#### **Article 5 : Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 6 : Information des tiers**

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État en Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de deux mois.

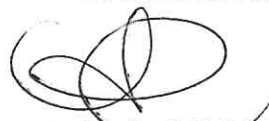
#### **Article 7 : Notification et exécution**

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de Torcy,
- le Maire de Pontault-Combault,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 14 mai 2025

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
La Directrice empêchée,  
La Cheffe de l'Unité départementale  
de Seine-et-Marne



Agnès COURET

**Destinataires d'une copie pour information :**

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de Torcy,
- le Maire de Pontault-Combault,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT).

**Délais et voies de recours :**

Sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter de la publication ou de la notification de la présente décision.

